

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNACIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

Le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste

A PROPOS D'UNE "FAÇADE DE PLÂTRE"

La lutte pour le Pain, la Paix, la Liberté !

Le gouvernement de Gaulle a été — selon l'expression du journaliste américain Whitcomb — une « vénérable façade de plâtre » représentée par son système d'alliances et de pactes internationaux. Derrière cet échafaudage, il y a une économie délabrée et un pays ruiné.

LA SITUATION ECONOMIQUE ET SE PERSPECTIVES

Pour mesurer la décrépitude économique du pays, quelques faits saillants suffisent. Le parc ferroviaire est amputé de 50 % de son effectif d'avant guerre. Sur les locomotives restantes, 60 % sont utilisées par priorité par les troupes « alliées ». Le charbon manque et le bois de mine nécessaire à son extraction ne peut pas être amené des Landes faute de moyens de transport. Le métro dispose d'un stock de 4 jours de charbon. Les boulangeries d'une marge de deux jours de farine (déclaration des services du Ravitaillement). Un train qui n'arrive pas et les villes connaissent le manque du seul aliment de base qu'on peut encore trouver, le pain. Les restrictions de gaz, électricité, transports ne sont que des préliminaires.

Pour surmonter cet état chaotique, aucune importation notable n'est à prévoir pour un délai assez long : l'Amérique, le seul fournisseur possible de matières premières et d'aliments, ne peut distraire du théâtre de guerre du Pacifique le tonnage commercial nécessaire, et ne peut pas le faire dans la mesure où elle ne peut s'assurer une solide hypothèque sur le pays et sa politique. Les négociations commerciales qui se poursuivent aujourd'hui à Washington portent sur la fourniture par l'Amérique, pour les 6 mois à venir, de 6 millions de tonnes de marchandises dont un tiers de produits agricoles

Le service civique accompli par une police et par un corps de fonctionnaires situés au-dessus du peuple et formés de bons serviteurs de la bourgeoisie, ainsi que par une armée permanente commandée par les propriétaires fonciers et par les capitalistes, tel est l'idéal de la République parlementaire bourgeoise qui tend à éterniser la domination du capital.

LENINE
(Pravda, 20 avril 1917)

et alimentaires. Calculé sur la base d'une population globale d'environ 39 millions de français, ceci représente à peine 50 kg. de produits agricoles et alimentaires pour 6 mois, et par personne, soit moins de 300 gr. par jour (farine y compris). Voilà toute la marge des possibilités d'importation. Cependant, même avant la signature d'un tel accord, l'Amérique avoue qu'elle ne peut assurer l'exécution de ce programme à cause de l'insuffisance de tonnage.

La reprise économique ne pourrait se faire que si la production s'orientait vers les besoins civils ; au contraire, on voit s'accroître les restrictions économiques de toute sorte auxquelles viennent s'ajouter les difficultés de l'hiver et les contradictions multiples qu'entraîneront à leur tour les mesures monétaires auxquelles le gouvernement devra recourir.

La solution monétaire envisagée par le gouvernement ne peut apporter un frein ni à la montée des prix, ni à la dévaluation des salaires et des allocations de chômage. Une économie stagnante, un chômage grandissant et un marché vide ne peuvent constituer une base pour une monnaie « stabilisée ». Dans une déclaration faite le 15 janvier à l'Agence Reuter, le premier ministre belge, Pierlot, déclarait :

Nous avons échangé la monnaie, mais la « stabilisation » ne s'est pas produite : devant un marché vide, les prix montent, la nouvelle monnaie se dévalue à son tour. La Belgi-

que est devant une crise imminente si les importations n'arrivent pas tout de suite.

L'échange de la monnaie, au pair ou non, est imposé non pas tant par les besoins de stabilisation du cours de la monnaie, des prix et des salaires, que par la nécessité de résorber les capitaux thésaurisés dans les campagnes et de les ramener dans la circulation ; ceci créera de nouveaux heurts entre le gouvernement et les campagnes. La situation politique fait apparaître le début d'un tournant dans l'appréciation par les masses du gouvernement de Gaulle.

LA SITUATION POLITIQUE

Nous avons dit que l'euphorie et les illusions du mois d'août s'évanouiraient assez vite au contact de la réalité. A travers les restrictions aggravées, la politique ouvertement réactionnaire du gouvernement, la prolongation de la guerre et l'approfondissement des sacrifices qu'elle impose aux masses populaires, un retournement indiscutable s'est produit dans l'opinion de larges couches de la petite bourgeoisie et d'une partie grandissante de la classe ouvrière. Le gouvernement de Gaulle a mangé en grande partie son capital moral. Mais il a mis à profit les quatre mois qui viennent de s'écouler pour remettre debout l'appareil policier et bureaucratique de l'impérialisme français. Pour cela, trois choses étaient nécessaires :

— rendre à l'appareil étatique le rôle de pivot de la vie politique du pays. Liquider tous les organismes sur lesquels le contrôle de l'appareil n'était pas entier (Comités ouverts, milices patriotiques et G.C.A., voir même organismes de la « Résistance ») ;

— arrêter l'épuration et toute entrave au retour à l'ordre bourgeois ;

— enfin, jeter les bases de la reconstitution d'une puissante armée, instrument indispensable à la stabilité du régime sur le plan intérieur, et élément essentiel pour la poursuite de ses visées impérialistes extérieures.

Dans la poursuite de ce programme de renforcement de sa dictature bonapartiste, le gouvernement a porté lui-même des coups de bélier dans le mur d'illusions construit grâce à la Résistance et surtout grâce à la trahison stalinienne, en août et après. La Résistance petite bourgeoise est désorientée, désarmée ; cette désorientation ne se traduit non pas par une rupture des organisations résistances avec de Gaulle, mais par la perte de tout écho dans les masses populaires du pays. Malgré les appels unanimes du gouvernement, des organismes de la Résistance, et des partis ouvriers traités, la poursuite de la guerre et le tribut de sacrifices qu'elle exige ne rencontrent plus un large écho. L'attention des masses petites bourgeoises et ouvrières se retourne vers la situation intérieure. La mobilisation pour une grande armée et pour une « politique extérieure de grande puissance » est regardée par le pays avec une franche méfiance et sans enthousiasme aucun. C'est dans ces conditions qu'il faut mesurer la valeur et la nature de l'apport du P.C.F. à la stabilité du gouvernement bonapartiste.

DE GAULLE ET LES STALINIENS

L'U.R.S.S. ayant intérêt à ce que l'impérialisme français reprenne une place importante parmi les puissances impérialistes — comme nous allons le voir plus loin — les stalinien sont devenus les opiniâtres soutiens de la politique du gouvernement et principalement de sa ligne fondamentale : la mobilisation pour la poursuite de la guerre. Sur cette ligne fondamentale, un divorce profond se produit et se produira avec la classe ouvrière et les masses petites bourgeoises ; les mois à venir montreront que sur cette question essentielle, les bases de l'influence du P.C. seront profondément sapées.

COMMENT S'EST EDIFIEE LA «FAÇADE DE PLÂTRE»?

La position stratégique de la France sur le continent et dans le concert impérialiste la rend indispensable à l'édification de tout système d'équilibre et d'alliances en Europe et dans le monde. Déjà en 1918, elle constituait le pilier du système de Versailles. Si dès cette époque l'immense construction versaillaise reposait, selon l'expression vulgaire, sur « des pattes de poulets », c'est-à-dire sur la force très faible de l'impérialisme français, aujourd'hui encore ces « pattes de poulets » sont nécessaires à l'édification d'un nouveau super-Versailles. Là, et uniquement là, réside la « force » de l'impérialisme français et la raison de ses succès de politique internationale : la concurrence et le heurt d'intérêts dans le camp allié donnent à ces « pattes de poulet » une importance qui dépasse de bien loin leur force. Staline veut s'assurer le point d'appui impérialiste français pour contrecarrer les plans de bloc occidental de l'Angleterre ; et pour maintenir — par un système d'alliances, de points d'appui stratégiques, de pressions savamment combinées des partis stalinien européens — l'Europe de demain, divisée et dépendante politiquement de la politique internationale du Kremlin. Et il offre en échange à l'impérialisme français la docilité des stalinien à l'intérieur et l'appui aux revendications impérialistes françaises sur la Rhénanie, la Ruhr et la Sarre. Mais cet appui ne résoud ni la crise présente en France, ni les difficultés grandissantes dans lesquelles se débat le pays. La promesse du Kremlin de « soutenir l'armement français » est aujourd'hui encore décevant ; une promesse d'aide économique, si elle existe, est tout à fait une promesse en l'air. L'impérialisme français, muni d'un beau pacte avec le Kremlin doit cependant se tour-

(SUITE PAGE 2)

La conférence des « TROIS » prépare-t-elle la Paix ?

LES résultats politiques réels de la Conférence de Crimée ne seront connus qu'avec un recul important, de la même façon que ceux de la Conférence de Téhéran n'apparurent clairement que lorsque Churchill fit tirer sur les manifestants de Bruxelles et passa à l'extermination des combattants grecs de la liberté. Le claqueur des mitrailleuses apprit aux peuples du monde que les peuples belge et grec entraient dans la sphère d'influence de l'impérialisme britannique.

Dès maintenant deux points apparaissent dans le communiqué de Yalta : d'une part, l'accord sur le démembrement de l'Allemagne, son occupation et la déportation de millions de ses travailleurs ; d'autre part, l'ingérence impérialiste dans la politique intérieure des petits Etats ennemis ou alliés.

PAIX DE FORCE

Cet étalage cynique des buts de guerre impérialiste a fait parler dans la presse de la résistance d'une « paix de force ». On y regrette l'hypocrisie wilsonienne qui avait au moins l'avantage de donner un apparence de justification au massacre. Aujourd'hui, il n'est plus question de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. S'il est fait mention de la Charte de d'une formule de style qui ne l'Atlantique, il ne s'agit que tromper personne.

L'accord obtenu au prix de longues discussions par le Pologne et la Yougoslavie traduit un équilibre momentané des forces en présence et ne tient aucun compte des aspirations des masses populaires de ces deux

pays. En Pologne, Londres et Washington introduisent face à la fraction des politiciens bourgeois, soutenus par Staline, une fraction de la clique réactionnaire de Londres, représentée par Mikolajczyk, commis voyageur des intérêts de Wall Street et de la City. En Yougoslavie, même ingérence cynique, même compromis entre Tito et Soubatchik. Ces peuples « libérés » lings imposés par Hitler succèdent de nouveaux Quislings. On comprend l'approbation des n'ont pas la parole. Aux Quis-journaux de la finance anglaise et américaine.

A BAS LA DIPLOMATIE SECRETE !

Les masses populaires ont re : le froid, la faim, la malade, les bombardements, les « présailles » de part et d'autre, la mort avec ou sans uniforme. Elles ont le droit de savoir quelle « Paix » on leur prépare.

Or, le secret est gardé sur l'essentiel des maquignonnages de Yalta. Les brigands impérialistes, avec la complicité de Staline, cachent aux travailleurs du monde leurs projets de rapine. Il ne leur paraît pas encore prudent de dissiper les illusions dans une guerre « idéologique », illusions qui leur ont permis d'envoyer au massacre des millions de jeunes travailleurs.

Les travailleurs, eux, veulent savoir pourquoi ils souffrent et donnent leur vie. Ils exigent que, comme le fit le pouvoir des Soviets en 1917, les traités secrets soient publiés.

A bas la diplomatie secrète ! Publication des accords de Téhéran et de Yalta !

LENINE LIEBKNECHT LUXEMBOURG

Pour que vivent les "Trois L"

Il y a 26 ans, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht étaient assassinés.

Il y a 21 ans, Lenine mourait à la tâche. Chaque année, les ouvriers révolutionnaires unissent la mémoire des trois grands chefs révolutionnaires en une seule pensée de fidélité. Ils affirment que leur enseignement d'internationalisme sans défaillance est toujours vivant, que leur vie reste le symbole de la lutte des exploités et des opprimés contre la guerre et le capitalisme.

« Finissons-en avec le massacre impie — disait Liebknecht dans le tract qu'il distribua lui-même en plein Berlin pour le 1^{er} Mai 1916 ; mettons un terme à la tuerie entre les peuples ! A bas les responsables et les profiteurs de la guerre ! Nos ennemis, travailleurs allemands, ne sont pas les peuples français, russe ou anglais. Nos ennemis, ce sont les hobereaux allemands, les capitalistes allemands et ceux qui gouvernent en leur nom. Debout contre ces ennemis de notre liberté ! Debout pour l'avenir de la classe ouvrière, de l'humanité et de la civilisation ! »

Rosa Luxemburg soutint la même lutte que Liebknecht, ils furent unis dans la haine que leur voua la bourgeoisie en qui ils désignaient aux travailleurs leur seul ennemi, l'ennemi de classe, celui qui « est chez nous ». C'est dans cette lutte pour la révolution socialiste que Rosa montrait la voie véritable de la paix :

« Que la paix soit l'œuvre du prolétariat international et le résultat de son action révolutionnaire. Qu'elle soit obtenue en luttant contre les gouvernements capitalistes et qu'elle aboutisse à une transformation radicale de la situation sociale et politique des Etats capitalistes. Du point de vue du prolétariat conscient, il n'y a pas d'autre moyen pour mettre fin à la tuerie impérialiste que la résistance ouverte des masses populaires, résistance qui doit en même temps s'élargir jusqu'à la lutte pour le pouvoir politique. »

Ensemble, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent assassinés sur l'ordre des traîtres sociaux-démocrates Noske, Ebert et Scheidemann, au nom de l'unité nationale, passés au service de la bourgeoisie. Il est nécessaire, aujourd'hui où ceux qui osent encore se réclamer de Lenine préchent la guerre, sous la direction des capitalistes, « contre l'Allemagne » en général, qu'il y a DEUX Allemagne : celle de Liebknecht et Luxemburg et celle du capitalisme et de leurs assassins — comme il y a DEUX France : celle des exploités et celle de leurs exploités.

La politique de Lenine pendant toute l'autre guerre, celle des « Trois L », consiste essentiellement en ceci : LUTTE DE CLASSE INTRANSIGEANTE CONTRE LA BOURGEOISIE SANS CONSIDERATION DES CONSEQUENCES MILITAIRES, PAS DE DEFENSE NATIONALE EN REGIME CAPITALISTE, PAS D'UNION SACREE.

« Nous ne deviendrons partisans de la défense nationale QU'APRES la prise du pouvoir par le prolétariat, QU'APRES la rupture des traités secrets et des relations avec les banques. »

Ainsi Lenine répond par avance à Ducloux qui veut faire servir les mots d'ordre qu'il lançait en 1918, APRES LA PRISE DU POUVOIR PAR LES TRAVAILLEURS : « Tout pour le front » et « Pour une armée forte ». Alors que Ducloux réclame la mobilisation des jeunes, Lenine leur conseilla :

« On te donnera un fusil. Prends-le et exerce-toi de ton mieux au métier des armes. C'est une expérience que doivent posséder les prolétaires, non pour tirer sur leurs frères les ouvriers des autres pays, comme il arrive dans la guerre actuelle, et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de notre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres, autrement que par des vœux inoffensifs, mais par la victoire sur la bourgeoisie qui sera alors désarmée. »

La QUATRIEME INTERNATIONALE appelle les ouvriers révolutionnaires à la lutte pour laquelle les « Trois L » ont vécu et sont morts : la lutte pour la REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE.

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE !

ETATS-UNIS SOCIALISTES SOVIETIQUES D'EUROPE

Le communiqué de Yalta confirme le projet de dépècement et de mise en esclavage du peuple allemand. Il ne peut que renforcer ce sentiment des soldats et des travailleurs que la paix serait pire que Hitler et la guerre. C'est une nouvelle aubaine pour le D^r Goebbels qui peut expliquer au peuple allemand qu'on prépare à Yalta un « grand marché d'esclaves ».

Ainsi, dans l'immédiat, la politique de capitulation sans condition renforce Hitler et prolonge le massacre. Pour l'avenir, elle prépare de nouvelles guerres. Certaines voix commentent à s'élever dans la presse de la Résistance pour dénoncer cette politique criminelle : « Combat » du 4 février, prédit que « plus l'Allemagne sera brimée, plus un agitateur — d'abord clandestin — aura des chances de se faire entendre ». Nous nous souvenons du merveilleux tremplin que fut pour Hitler l'occupation de la Ruhr. Ce que « Combat » ne peut pas expliquer, c'est que tant que les destins des peuples seront soumis aux intérêts capitalistes, il en sera ainsi, de nouvelles guerres et de nouveaux massacres ne pourront être évités.

La révolte du peuple allemand risque de balayer avec Hitler ses maîtres capitalistes. C'est ce que Churchill et Roosevelt veulent éviter à tout prix. Ils préfèrent une guerre longue et coûteuse à la Révolution prolétarienne en Allemagne. Mais leurs plans seront dé-

SUR LE FRONT OUVRIER SUR LE FRONT INTERNATIONAL

joués. Le peuple allemand, opprimé depuis 12 ans, se redressera de toute sa taille. Comme en 1918, les Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats couvriront le pays. Ils jugeront eux-mêmes les criminels nazis et exécuteront sans attendre l'autorisation de M. Churchill les verdicts des tribunaux du peuple.

Pour hâter ce jour qui marquera la fin d'un cauchemar de cinq ans, les travailleurs français doivent rompre avec la politique chauvine des chefs inféodés complètement à la bourgeoisie. Ainsi, ils montreront aux travailleurs allemands que de part et d'autre du front, les prolétaires ont un but commun: le renversement de leur propre bourgeoisie, seule responsable et seule bénéficiaire de la guerre. Au super-Versailles préparé à Yalta, ils opposeront la seule Paix possible: la paix socialiste des peuples débarrassés de leurs exploités.

Le Parti Communiste Internationaliste, fidèle à la politique de Lenine, Liebknecht et Luxembour, répudie tout acte individuel de sabotage ou de refus individuel de la mobilisation, qui convient à la révolte petite bourgeoise des sectaires, mais n'a rien à voir avec la stratégie leniniste de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. C'est seule l'action de masse des travailleurs qui peut mettre fin au massacre et instaurer la paix socialiste.

A bas la diplomatie secrète!
A bas une paix de brigandage!

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes!

Le pain, la paix, la liberté!
Vivent les Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du monde!

LA VERITE

Solidarité prolétarienne

Avec la reprise partielle des communications avec l'Amérique et l'Angleterre, le Parti a l'occasion de recevoir de temps en temps la visite des camarades américains et anglais.

Tous font chaque fois l'impossible pour aider matériellement le Parti et faire entendre plus fort la voix de la IV^e Internationale en France.

La « Vérité » remercie particulièrement les camarades matelots américains qui lors de leur dernier passage en France ont mis à sa disposition tout leur argent liquide ainsi que tout ce qu'ils possédaient en vivres et même des pièces de leur propre habillement. L'un des camarades a donné son unique pardessus.

Vive la solidarité prolétarienne!

SOUSCRIPTION POUR QUE SOIT ENTENDUE LA VOIX DE LA IV^e INTERNATIONALE

Un camarade américain de passage 7.700. Un groupe de sympathisants 1.500. B.A. 2.000. An. 1.300. Ar. 500. Pi. 10.000. Va. 500. Ne 500.

CAMARADES !

LA VERITE fait un effort pour paraître HEBDOMADAIRE sur un format amélioré. Cela représente de nouveaux sacrifices de tous nos camarades. Compensez son faible tirage imposé par la bourgeoisie qui a peur de la VERITE. Ecrivez-nous des remarques sur son contenu, sa forme, sur l'accueil qui lui est fait. Donnez-nous des nouvelles de l'usine ou du chantier.

Organisez sa vente, abonnez-vous :

24 N^{os} — 6 mois... 50 fr.
48 N^{os} — 1 an... 100 fr.

Nennig, dans son discours aux responsables d'entreprises, a prétendu que le Syndicat s'était toujours préoccupé des salaires. Les métallos n'oublient cependant pas que c'est Costes-Nennig qui ont lancé le mot d'ordre : « Produire d'abord, revendiquer ensuite. »

Si présentement les dirigeants de la C.G.T. ont l'air de tenir compte des aspirations de la classe ouvrière, c'est que le mécontentement s'accroît constamment, et que déjà dans les usines et les chantiers on envisage le passage à l'action.

ARGENTEUIL. — A la Loraine. — Les ouvriers discutent ferme sur les salaires dans les ateliers. A la réponse des responsables syndicaux : « Vous êtes les mieux payés de la région parisienne », ils répliquent: c'est qu'il faut aussi faire baisser les prix, sinon que deviendront les vieux avec leur misérable retraite.

Echelle mobile des salaires ? disent les responsables. Connais pas : ce n'est pas un mot d'ordre de la C.G.T. !

Scandale chez MORANE ! Les ouvriers ont osé demander aux Syndicats d'organiser des manifestations de masse devant les Ministères, c'est-à-dire d'envisager les seules formes de lutte qui, avec la grève, peuvent faire aboutir nos revendications.

Une motion fut votée dans ce sens à l'unanimité de l'assemblée générale et envoyée rue Timbaud. La semaine suivante, Nennig fit une descente dans l'espoir de « vider » la C. E. Son intervention fut consacrée à une attaque antitrotskyste et, s'il n'osa pas traiter l'ensemble de la C.E. syndicale de trotskyste, du moins lui fit-il le reproche de s'être « certainement laissé influencer ». Faudrait-il désolé, mais que les délégués syndicaux soient « influencés » par la IV^e pour défendre les salaires et les revendications des ouvriers ?

Pour impressionner une assemblée peu attentive et qui ne semblait pas prête à désavouer sa C.E., Nennig a annoncé une répression accrue contre les militants trotskystes en signalant l'arrestation de deux distributeurs de tracts à la porte de chez Hispano.

« Il faudra, dit-il, qu'ils nous disent le nom de leurs chefs et le détail de leur organisation. Nous emploierons, s'il le faut, les méthodes qu'employaient avec nos militants les Allemands. »

Ainsi un responsable syndical appelle à la délation, à l'incarcération et à la torture contre des militants ouvriers dont tant de camarades furent emprisonnés, torturés et assassinés par la Gestapo. Nennig cède la parole aux flics dressés par Darmand.

Chantiers de la PLAINE-ST-DENIS et de LA CHAPELLE.

Les terrassiers de la S.N.C.F. ont déjà organisé une manifestation devant les Ministères. — En janvier, première débauche d'une centaine d'ouvriers. Prétexte : la fin des travaux de déblaiement. Il s'agit en réalité d'un coup de sonde.

Au moment du gel et de la neige, profitant de la dispersion des ouvriers mis au chômage partiel, la S.N.C.F. débauche 25 % du personnel malgré les protestations des délégations ouvrières et les promesses du Ministère des Travaux Publics. Devant la menace d'une troi-

sième débauche de 80 % des effectifs restants, les ouvriers organisent une manifestation spontanée d'une après-midi. Le Syndicat invoque les nécessités économiques et exige que la manifestation ne commence qu'à 3 h. 30. Dans le plus grand calme, 3.000 ouvriers défilent devant le Ministère du Travail et attendent sur l'esplanade des Invalides leurs délégués reçus au Ministère. Ils obtiennent que la débauche soit différée jusqu'au passage d'une Commission d'enquête formée de représentants du Ministère, de la S.N.C.F. et de la C.G.T. Le Ministère a dû reconnaître que la S.N.C.F. sabote et que la cause du débauchage n'est pas l'achèvement des travaux, mais une manœuvre en vue de la diminution des salaires (que le décret de réquisition de la main-d'œuvre favorise).

« L'Humanité », avertie de la manifestation, n'en n'a soufflé mot.

Arrêt immédiat de la débauche ! Réintégration de tous les ouvriers congédiés !

NANTES. — Travailleurs et ménagères manifestent pour le pain. — Le 29 janvier, une manifestation s'est déroulée à Nantes. Pour en comprendre le sens, il convient d'examiner la situation de la population nantaise. Elle a froid et elle a faim. Cela peut paraître banal à Paris. Mais Nantes manque de bois et de beurre, alors que la campagne environnante en regorge.

Il y a des camions qui dorment dans les usines et les garages, il y a des cars inemployés à la Compagnie des trains. Le préfet ne les réquisitionne pas. Des véhicules de toutes sortes roulent tous les jours pour le marché noir. On pourrait les arrêter, les réquisitionner au profit du ravitaillement. Rien n'est fait. Le marché noir mat son plein et jouit de l'impunité la plus complète.

Lundi 29 janvier, l'Union Locale des Syndicats fit débrayer les métallurgistes à 16 h. et organisa une manifestation devant la préfecture à 17 h. 4 à 5.000 personnes cernaient la préfecture pendant que les responsables de l'U.L. portaient un ordre du jour au préfet. Au dehors, la foule s'impatientait. Il faisait froid. Des cris : « Le préfet à la porte ! », « Démission ! », s'élevaient par instant. Au bout d'une heure, n'ayant pas encore eu de réponse, la foule enfonce les grilles et force les barreaux d'agents qui se trouvaient derrière. Elle parvint au pied des bâtiments et commença à attaquer portes et fenêtres. Cela tournait à l'émeute. Un responsable de l'U.L. (membre du P.C.) sortit de la préfecture et réclama le silence : « Aujourd'hui, les Pouvoirs Publics doivent tenir compte des revendications ouvrières... (applaudissements). Les ouvriers manifestent dans l'ordre et la discipline, mais ne demandant qu'à travailler pour poursuivre l'effort de guerre... (sifflets, huées) : « Du sucre d'abord ! », « Démission ! ». Devant un tel accueil, le délégué dut renoncer à parler. Des jeunes défoncent les fenêtres et la grande porte de la préfecture. Les agents qui s'étaient enfermés à l'intérieur, tentèrent de s'opposer à cette marée. Ils furent refoulés, renversés, piétinés. Les travailleurs se répandirent dans la préfecture, gravirent les escaliers, envahirent le 1^{er} étage. Le préfet tenta de les calmer. Sa voix fut couverte de clameurs, il dut s'enfuir sous les huées. Pendant une heure et

demie la foule piétina dans la préfecture sous les regards des flics impuissants. Des quolibets, des cris : « On est bien chauffé à la préfecture. », « Démission ! », « A Vichy ! », « A Berlin ! » : l'Internationale », chantée à pleine voix par des jeunes. Un ouvrier du P.C.F. prit la parole du haut de l'escalier : « Nous ne sortirons d'ici que lorsque le préfet aura déclaré qu'il démissionne ! Nous allons le chercher ! Attendez ! » La foule applaudit à tout rompre. Mais il dut revenir en déclarant que le préfet était parti : « Demain, nous ferons la grève générale jusqu'à ce qu'il s'en aille ! » — « Oui, oui, grève générale ! »

Les responsables de l'U. L. étaient partis depuis longtemps ! Un responsable syndical essaya d'intervenir : « Camarades, le préfet doit aller à Paris. En attendant qu'une décision intervienne, nous devons travailler demain, pas de grève ! N'oubliez pas que nous sommes en guerre ! » Sifflets, huées. « On en a assez des paroles, à manger ! », « Démission ! », « Les délégués se foutent de nous ! ». Il ne fut soutenu que par quelques bonzes au milieu d'une hostilité générale.

La manifestation dura jusqu'à 19 h. 40. L'alerte avait été chaude. Mais faute de directives précises aucun résultat ne fut obtenu.

Le préfet a publié un communiqué assez penaud où nous relevons les revendications présentées par les métallos nantais : réajustement des salaires sur la base du coût de la vie ; retour aux conventions collectives ; relèvement des allocations des assurés sociaux, des accidentés du travail et des vieux ; amélioration du ravitaillement ; épuration des agents de Vichy et collaborateurs.

Le préfet réclame l'union et l'ordre et fait état de la désapprobation du mouvement par les dirigeants syndicaux.

Les ouvriers commencent à comprendre ce que signifie la politique de soutien de la bourgeoisie par leurs organisations.

SAINT-CLOUD. — Bloch. — Aux délégués venus demander l'application des nouveaux tarifs de la C.G.T., le patron répondit : « Avez-vous lu le discours de Thorez ? »

Par leur attitude ferme, nos délégués montrèrent qu'ils ne sont pas prêts à se laisser bâillonner par la politique d'union patriotique et de collaboration avec la bourgeoisie.

De même à l'imprimerie Charrère les ouvriers de la composition mécanique qui menacent de faire grève et obtiennent 5 fr. d'augmentation.

De même ceux de l'imprimerie Dupont qui font grève.

ON NOUS ECRIT :
L'état d'esprit de la classe 43 !

Le dimanche 4 février, dîner aux salons de la Rive-Gauche, dans le 14^e, en l'honneur des jeunes concertés, organisé par le C.L.L.

Aux discours officiels, applaudissements, approbations ironiques, bruits de pieds et de couverts en réponse aux exhortations des patriotes chauvins. Le dîner se termine par l'« Internationale » chantée spontanément par plus de 300 jeunes malgré le silence des personnalités officielles.

LA LUTTE POUR LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTÉ !

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

ner vers l'Amérique, c'est-à-dire vers le seul pays qui puisse « aider » le continent. Or, l'Amérique se refuse à engager ses capitaux tant que la situation intérieure de l'Europe dans son ensemble reste instable et n'offre aucune garantie et se refuse à distraire ses forces aujourd'hui des théâtres de guerre pour aider au relèvement de l'impérialisme français. Conséquente que plus tard, lorsque les conditions économiques se seront aggravées, la France devra inévitablement recourir aux emprunts américains à des taux d'autant plus usuriers ; elle se refuse à servir la reconstruction d'un concurrent, déguenillé bien sûr, mais exigeant parce que sollicité par des rivaux. Cependant, Wall Street ne tire pas un simple trait de cueillie avec méfiance sinon avec une résignation haineuse. La Résistance désemparée, mais à genoux devant « son » gouvernement, perd tout crédit, le sta-

plume sur le marché français, en attendant qu'il soit assez mûr pour être mieux dépoüllé. Wall Street prend des garanties dès maintenant et organise la surveillance économique du pays en accordant à de Gaulle un ravitaillement au compte-gouttes sous l'égide de la loi prêt et bail. Wall Street accepte, bon gré mal gré, la mobilisation — comme un instrument nécessaire pour la stabilisation intérieure — malgré le désagrément d'une force impérialiste reconstituée. Wall Street accepte de « s'occuper » de la France pour contrecarrer l'influence que la diplomatie de l'U.R.S.S. ou celle de l'Angleterre pourraient exercer. C'est ainsi que s'est édifiée la « façade de plâtre » des « grandes alliances » masquant la nudité d'un pays délabré et ruiné.

POUR LE PAIN, LA PAIX ET LA LIBERTÉ !
La façade de plâtre n'empêche pas les habitants de la maison de voir toute l'étendue de

la catastrophe et de souffrir cruellement de ses conséquences. Les restrictions rendent la vie difficile, la mobilisation est acclimatée sape sa propre influence par sa politique de guerre à outrance.

Une dure période de privations et de souffrances, une guerre longue et meurtrière, voilà la perspective à laquelle « les grandes alliances » ne peuvent apporter ni remède ni solution.

Le renforcement de la dictature militaire et policière, voilà la rançon de la trahison stalinienne.

Les travailleurs doivent reprendre la lutte pour le pain, la paix et la liberté dans le sens indiqué par le programme d'action de notre Parti. Ils doivent prendre en main leur propre sort ; exiger de la C.G.T. l'élaboration rapide d'un plan de reprise économique, contrôler eux-mêmes l'application de ce plan dans leurs Comités d'ouvriers et de paysans, lutter pour la nationalisation des banques et la confiscation des bé-

néfices de guerre qui permettront de financer le plan, imposer de véritables nationalisations des grandes entreprises, c'est-à-dire leur expropriation sans indemnité ni rachat. Le premier souci du plan doit être la satisfaction des besoins élémentaires des populations civiles et l'équipement rural sans lesquels il n'est pas de reprise économique possible. Chacun doit pouvoir travailler et manger à sa faim. Pour briser l'offensive de dictature du gouvernement, il faut imposer la liberté de la presse complète, museler la censure, continuer une épuration énergique en éliminant les tribunaux du peuple. Les travailleurs doivent défendre leur droit à l'armement et constituer leurs Milices ouvrières.

A bas la guerre impérialiste !
A bas la politique de restriction et de la famille !
A bas les mesures de dictature !

Le pain, la paix, la liberté !
17 janvier 1945.

On ne parle plus du tout de la Grèce dans les journaux. On voudrait déjà que l'oubli tombe sur ces 13.000 victimes de la rapacité impérialiste, sur ces 13.000 travailleurs tombés pour la révolution.

Voici pourtant un commentaire de l'agence « Reuter », sur les récents événements de Grèce :

« Il n'est guère douteux que les chefs et les partisans de l'E.A.M. s'attendaient sincèrement à recevoir de Moscou le plus fort appui politique, sinon à voir la Russie intervenir effectivement par les armes. Tout ceci est prouvé par des rapports de première main émanant de sujets grecs ayant servi dans les rangs de l'E.L.A.S. »

Le gouvernement de Moscou n'est pas intervenu, car il est loin de vouloir favoriser la révolution. Staline préfère de beaucoup l'alliance de Churchill à celle des ouvriers grecs. Quant aux chefs de l'E.A.M., quelques-uns ont trahi ouvertement (Svolos, Askoumis, Angelopoulos). Les autres qui n'ont jamais cessé les pourparlers avec les Scobie, Papaandreou, Plastiras, ont accepté dernièrement les conditions du gouvernement, et ceci au moment même où trois jeunes combattants de l'E. L. A. S. étaient passés par les armes.

Si la Russie de Staline n'a pas aidé les ouvriers révolutionnaires grecs, que tout le monde maintenant accuse d'être trotskystes, du moins a-t-elle accueilli les patriarches et métropolitains de l'Eglise orthodoxe, église grecque y compris. Ceux-ci, ensemble avec les papes russes, réunis en Saint-Synode, ont adressé un message de remerciement et de salutations au Maréchal Staline (« Le Monde », 2-2-45) et ont appelé la grâce de Dieu sur les armées soviétiques (!). Les membres du clergé en U.R.S.S. ont été exemptés du service militaire (« Paris-Mondial » du 7-2-45).

Mais malgré cette politique contre-révolutionnaire de Staline, l'U.R.S.S. reste le pays où le capitalisme a été balayé par la révolution et la bourgeoisie mondiale le hait. L'A.F.P., télégraphie de Londres, 28-1, que les journaux anglais révèlent maintenant la proposition faite par Franco, en novembre dernier, au gouvernement anglais et qui tendait à la formation d'un bloc antisoviétique. Il a fallu trois mois de réflexion à Churchill, cet « allié » de l'U.R.S.S., pour répondre. Le texte des lettres restera secret. Le journal « Observer », croit pourtant savoir que la proposition de Franco n'a pas été acceptée. Le capitalisme anglais est pour le moment partisan de méthodes plus insinuantes.

D'ailleurs, de fructueuses collaborations entre gouvernements fascistes et gouvernements « démocratiques » ne sont pas rares. Mario Roatta, qui fut chef de l'espionnage italien, et dont le procès se déroule actuellement à Rome, a révélé que « après la Conférence de Stresa de 1935, il lui fut donné l'ordre d'établir des relations avec le 2^e Bureau français, celles-ci devinrent très étroites » (« Daily Telegraph » 2-2-45).

Le rôle de Roatta dans l'assassinat des frères Rosselli ainsi que son rôle de protecteur de la CAGOULE ont été également mis à nu. Mais on comprend mieux ainsi, pourquoi les assassins des antifascistes Rosselli n'ont jamais été trouvés et pourquoi le procès de la Cagoule n'a jamais eu lieu. Il y avait pourtant le Front Populaire au pouvoir et à la Chambre une majorité antifasciste républicaine...

Mais, à propos, où en est maintenant l'affaire des Cagoulards ? Pourquoi ne publie-t-on pas les documents du 2^e Bureau les concernant ? Pourquoi ne les arrête-t-on pas ? Un autre Roatta les protège-t-il encore ?

EN BELGIQUE

« Malgré l'opposition des réformistes et des staliniens, les dockers du port d'Anvers ont déclenché la grève et ont obtenu une augmentation de 30 fr. par jour et un meilleur ravitaillement. » (« La Voie de Lenine du 1-2-45, organe du P.C.I. de Belgique »)

Voici le chemin à suivre : par dessus la tête des chefs traités, lutte directe des ouvriers contre leurs exploités, lutte contre leur propre bourgeoisie.
GRANGER